

Philippe Carli.



Censure

Les médias et la gauche ne savent plus combattre les idées qui leur déplaisent, juste tenter de les interdire

Philippe Carli, président du groupe de presse Ebra, a été contraint à la démission après qu'une enquête menée par Mediapart a fait état de likes sur les réseaux sociaux, dont certains concernaient des publications jugées d'extrême droite.

[Klaus Kinzler, interrogé dans le cadre de cet entretien, avait fait lui-même l'objet d'une chasse aux sorcières.](#)

Atlantico : Philippe Carli, président du groupe de presse Ebra, a été contraint à la démission après qu'une enquête menée par *Mediapart* a fait état de likes sur les réseaux

sociaux, dont certains concernaient des publications jugées d'extrême droite. Comment expliquer qu'une telle situation puisse mener à la démission d'un patron de presse ? Ne s'agit-il pas là d'une entrave évidente à la liberté d'opinion ?

Klaus Kinzler : On peut évidemment parler d'une entrave à la liberté d'opinion. Il faut aussi dire que le sujet dont on parle ici a cela de complexe qu'il s'agit de définir comment évaluer objectivement un like.

Chacun met, derrière cette notion, ce qui l'arrange. Un adolescent de 16 ou 17 ans qui like 25, 50 ou même 200 publications quotidiennes n'en pensera peut-être rien, tandis que quelqu'un comme moi, qui ne like jamais, y fera beaucoup plus attention.

Dans un cas comme dans l'autre, on peut reconnaître que c'est une notion extrêmement subjective, qui ne signifie pas nécessairement qu'il y a approbation du discours porté dans la publication initiale. Il m'apparaît donc très complexe de s'appuyer sur cette seule donnée pour justifier la mise à la porte d'un individu, fût-il directeur d'un groupe de presse.

Bien sûr, on peut tout à fait imaginer des cas de figure où cela pourrait théoriquement faire sens, comme dans le cas d'un soutien affiché à une organisation terroriste ou à une négation pure et simple de l'Holocauste, par exemple. Mais on parle ici de cas de figure un chouïa spécifiques, tout de même.

Cela étant dit, il faut tout de même préciser qu'un like peut avoir des conséquences juridiques s'il survient sur une publication relevant de l'apologie du crime, de l'incitation à la haine, de l'atteinte au droit à l'image, du cyberharcèlement ou d'autres délits plus graves encore.

En d'autres termes, il n'est pas vraiment question de criminaliser le fait de liker les publications de responsables politiques et de parlementaires siégeant à l'Assemblée nationale, quand bien même ils appartiendraient au Rassemblement national. Tout un chacun est en droit de liker de telles publications.

La liberté d'expression est un des droits les plus fondamentaux de notre démocratie, et ce à quoi nous assistons apparaît, au vu des éléments dont nous disposons, particulièrement inquiétant et grossier.

Le cas de Philippe Carli n'est pas la première occurrence de ce type d'événements. On pourrait également parler des attaques dont Muriel Attal a pu faire l'objet quand elle a été prise pour cible par Rima Hassan par le passé. Dans quelle mesure s'agit-il d'une criminalisation de la liberté d'opinion ? Peut-on parler de chasse aux sorcières politique et quelles en sont concrètement les conséquences sur notre démocratie ?

Vous avez raison de rappeler que le phénomène que l'on décrit ici, et dont Philippe Carli semble être la dernière victime en date, n'a rien de nouveau. Au contraire. Force est de constater, ainsi que l'illustre d'ailleurs le cas de madame Attal, que tout cela s'est

considérablement aggravé depuis le début du conflit en Palestine, à Gaza. En l'occurrence, tout démarre d'une erreur de France Info, qui a qualifié les prisonniers palestiniens "d'otages" israéliens.

Madame Attal, directrice de communication pour le groupe France Télévisions, a commenté le retrait de certains des bandeaux d'actualités qui comportaient cette erreur et a ensuite fait l'objet de vives critiques de la part d'une certaine gauche. Je ne suis même pas sûr que l'on puisse encore dire de Rima Hassan que c'est la gauche. C'est un produit de l'extrême gauche qui a tout d'un électron libre et qui, peut-être, finira (si ce n'est pas déjà le cas) par gêner l'extrême gauche elle aussi.

Ce que l'on constate de plus en plus souvent dans ce genre de cas de figure, c'est qu'il y a de plus en plus une forme de "eux contre nous". L'opposition se fait de plus en plus tranchée, la polarisation de plus en plus forte entre ceux qui attaquent ou critiquent et ceux qui subissent l'assaut. Cette marginalisation et cette polarisation peuvent s'avérer renforcées par d'autres facteurs de clivage.

Quand j'ai été confronté à un problème similaire à l'IEP, j'ai eu l'occasion de devenir ami avec quelques journalistes professionnels avec qui j'échange encore beaucoup aujourd'hui et qui me décrivent ce qui se passe dans leurs rédactions. Je constate qu'au sein des rédactions françaises, il y a aussi un conflit générationnel qui se joue, opposant une nouvelle garde de jeunes assez marqués à gauche (sinon à l'extrême gauche), généralement wokistes, face à de vieux routards souvent plus libéraux, de gauche ou de centre-gauche, avec des principes journalistiques toujours chevillés au corps.

Malheureusement pour ces derniers, ils ne cessent de perdre du terrain et, de plus en plus, sont contraints à se taire. Cela ne se limite d'ailleurs pas aux seuls journalistes : il suffit de s'attarder sur les réactions suscitées par les récents propos de François Bayrou concernant l'immigration, tenus à l'Assemblée nationale. Il s'en est tenu à ce qui relève du bon sens (et qui est d'ailleurs prouvé par l'essentiel des chercheurs spécialistes du sujet) en affirmant que, passé un certain seuil, l'immigration peut présenter des problèmes pour le pays d'accueil.

L'écrasante majorité des Français approuvent ce discours. Pourtant, toute la bien-pensance, la presse et les partis de gauche ont fait bloc et ont dénoncé ce discours. Il faut maintenant se ranger derrière eux, au risque sinon d'être vilipendé. Soit on est de gauche, ce qui correspond donc à trouver de telles affirmations scandaleuses, soit on est de droite, d'extrême droite, d'ultra-droite, nazi.

C'est la conséquence même de la polarisation que nous évoquions précédemment, qui force maintenant tout un chacun à choisir son camp (et ne pas choisir est un mauvais choix) sur des questions pourtant banales dans l'absolu. Voilà maintenant que d'aucuns interdisent au Premier ministre de s'exprimer en ce sens, qu'ils réclament de lui qu'il retire ses propos et qu'ils n'hésitent pas, pour y parvenir, à prendre les négociations (pourtant vitales) sur le budget en otage.

Quelles sont les conséquences exactes de la polarisation que vous évoquez ? Quel est le projet final qu'elle sert ?

Nous avons eu de beaux exemples, récemment, de ce qu'une telle polarisation et un tel projet peuvent nourrir. En Allemagne, on en observe les conséquences directes. La gauche refuse de faire quoi que ce soit pour reprendre le contrôle des frontières et va jusqu'à prétexter qu'Auschwitz oblige le pays à accepter n'importe qui, en plus de l'interdire de procéder à la moindre expulsion que ce soit.

Bien évidemment, c'est un discours qui est de nature à renforcer l'AfD, laquelle est déjà en progrès et peut se targuer de scores flirtant avec les 20 % lors du dernier scrutin. Il y a 2 ou 3 ans, il aurait été inimaginable d'assister à une telle poussée de la droite populiste outre-Rhin.

La solution que l'Allemagne a trouvée – et qu'elle a d'ailleurs décidé d'appeler “Mur de protection contre le feu” – consiste à réfuter tout ce qui peut venir de l'extrême droite, à refuser chaque proposition et à la diaboliser aussi férocement que faire se peut. Cela ne fait que la rendre plus forte, ainsi que vous le savez bien en France. Aux États-Unis d'Amérique également, on a assisté à une forte poussée de Donald Trump, porté notamment par de telles attitudes et que les démocrates ont tenté des années durant de diaboliser.

Nul n'ignore, désormais, combien cette stratégie renforce les droites populistes et extrêmes. Pourtant, on persiste sur cette ligne qui fait de l'AfD une force de plus en plus incontournable, qui a contribué à faire élire Donald Trump et qui pourrait porter le Rassemblement national au pouvoir en France.

Le risque de la polarisation, il est ici. Et il est sans doute plus inquiétant en Allemagne, l'AfD n'étant pas tout à fait comparable au RN français. À la fin des fins, le résultat reste tout de même le même : on essaie de faire croire à la population qu'un phénomène qui l'effraie n'a en vérité rien de dangereux, en faisant taire tous ceux qui disent le contraire et en ignorant toute forme de bon sens.

Certains pays européens ont réussi à mettre en place d'autres solutions. Pas l'Italie, certes, qui doit aujourd'hui composer avec Giorgia Meloni. Les pays scandinaves, en revanche, ont choisi d'intégrer des partis de droite populiste au sein de leurs gouvernements de coalition.

C'est peut-être plus raisonnable, si on ne veut pas renforcer ces derniers. Ce qui est sûr, c'est que la France et l'Allemagne font erreur.

Vous pouvez également lire [l'entretien de Christophe Boutin et Thibault Mercier sur le sujet](#).

